



LA JEUNESSE
POUR LES DROITS HUMAINS
ET LA JUSTICE CLIMATIQUE,
ECONOMIQUE ET ECOLOGIQUE



CRAAD-OI
Centre de Recherches et d'Appui pour les
Alternatives de Développement - Océan Indien

RSCDA-OI
Research and Support Center for
Development Alternatives - Indian Ocean



COMMUNIQUÉ : STOP A LA COLLUSION DES ELUS POLITIQUES AVEC DES INTERETS EXTERIEURS POUR IMPOSER BASE TOLIARA AUX COMMUNAUTES QUI REFUSENT CE PROJET EXTRACTIVISTE.

Depuis plusieurs mois, les media ont relayé la campagne de communication menée par plusieurs élus locaux de la région Atsimo Andrefana qui se sont transformés en lobbyistes de la société transnationale Base Resources afin d'obtenir la reprise des opérations de son projet Base Toliara. Alors que cette campagne médiatique continue en toute impunité, en dépit de la décision ministérielle interdisant les opérations et les activités de communication de Base Toliara qui reste en vigueur, les représentants des communautés qui résistent à ce projet ont d'énormes difficultés à se faire entendre, que ce soit par les media ou par les autorités concernées.

A cet égard, il est particulièrement inapproprié et injuste que le Directeur Général de Base Resources ait pu rencontrer le Chef de l'Etat à plusieurs reprises¹, alors que les responsables au niveau de la Présidence de la République et du Bureau des Doléances de la Présidence avaient refusé de recevoir et de transmettre au Président de la République la lettre² que les représentants de ces communautés lui ont adressé pour lui demander une fois de plus l'arrêt définitif de Base Toliara.

De surcroît, Il est extrêmement préoccupant de constater la collusion de plus en plus évidente entre les autorités politiques et les intérêts des sociétés transnationales telles que Base Resources et Rio Tinto, dont les projets miniers ont des effets désastreux bien connus sur les communautés affectées³. Cette collusion est d'autant plus répréhensible qu'elle se fait en violation du droit de ces communautés au consentement, libre, éclairé, préalable et continu face à de tels projets, et menace gravement leurs moyens d'existence ainsi que leurs droits à la terre, à l'eau et à un environnement propre, sain et durable.

Face aux rumeurs grandissantes au sujet de l'annonce imminente de la reprise des opérations du projet Base Toliara, les signataires de ce Communiqué rappellent au Chef de l'Etat et à toutes les autorités compétentes qu'en premier lieu, ils sont redevables envers les citoyens qui les ont élus, et qu'ils sont les premiers responsables du respect, de la protection et de la réalisation de leurs droits.

De ce fait, nous les exhortons à écouter la voix des communautés qui ne cessent depuis des années de les appeler à prononcer l'arrêt définitif du projet Base Toliara, et de les appuyer de manière adéquate pour le développement des activités qui les font vivre dans l'agriculture familiale, l'élevage et la pêche artisanale.

Antananarivo le 31 janvier 2023

- Centre de Recherches et d'Appui pour les Alternatives de Développement – Océan Indien (CRAAD-OI)
- Miaro Aina Zon'Olombelona Tontolo Iainana (MA.ZO.TO)
- Fikambanan'ny Masikoro Arivolahy: FLMA.
- Femmes en Action Rurale de Madagascar (F.A.R.M)
- Réseau des Jeunes pour le Développement Durable (RJDD).

¹ Cf Africa Intelligence du 06/01/23

² En Octobre 2022

³ On Base Resources, cf Hakijamii, 2017. "Titanium Benefit sharing in Kwale County" <https://www.hakijamii.com/?p=1889>
Cf RIO TINTO/ Corporate RAP Sheet, <https://www.corp-research.org/rio-tinto>